



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 18 août 2009

CONTENU

Politique commerciale américaine : spécial climat

- Combattre les changements climatiques, mais sans nuire au commerce..... 1
Combattre les changements climatiques d'abord, penser au commerce après..... 3

Accords bilatéraux

- Responsabilité gouvernementale : les États-Unis et le libre-échange..... 4

- Études économiques et articles connexes..... 5
-

Politique commerciale

Combattre les changements climatiques, mais sans nuire au commerce

La très importante *National Association of Manufacturers* (NAM) a fait savoir son opposition à la nouvelle législation sur les changements climatiques (aussi connue sous le nom de *Waxman-Markey bill*) votée en juin dernier par la Chambre des Représentants du Congrès. Dans un rapport qui sera bientôt publié, la NAM et le Conseil américain pour la formation du capital (ACCF) prédisent que le mécanisme administratif contenu dans la législation et visant à contrôler la pollution en offrant des incitatifs économiques comme des « titres de pollution » échangeables entre les compagnies (*Cap-and-Trade system*), pourrait causer la perte de plus de 2 millions d'emplois et un recul de 3100 milliards \$ É.-U. du PIB d'ici 2030.

Le président de la NAM, Keith McCoy, a déclaré dans une interview le 13 août dernier que, bien qu'il s'oppose à ce projet de loi, il ne s'oppose pas à l'idée d'une législation sur le contrôle des émissions de gaz carbonique ni à l'idée d'améliorer le projet de loi en question. Pour McCoy, la législation *Waxman-Markey*, une fois votée au Sénat, pourrait « contraindre l'économie ». D'où il appert, selon lui, que le Congrès devrait voter une législation ne contenant pas de système du type *Cap-and-Trade* ni de « taxe carbone » (comme en France), mais qui puisse favoriser la croissance des entreprises. Par exemple, une clause sur le financement des centrales nucléaires devrait être ajoutée à la législation *Waxman-Markey*. De plus, McCoy a déclaré que la NAM était en faveur des tarifs sur les importations de biens en provenance de pays ne s'engageant pas dans la lutte contre les changements climatiques, pourvu que ces tarifs soient conformes aux règles de l'OMC. En revanche, la question des tarifs ne fait pas l'unanimité au sein de la NAM. En fait, la NAM est divisée entre d'un côté les entreprises exportatrices et de l'autre, les entreprises importatrices. Malgré le fait que ces tarifs ne risquent d'entrer en vigueur



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 18 août 2009

qu'en 2020, les entreprises exportatrices craignent des représailles de la part de leurs principaux partenaires (marchés). Par ailleurs, le rapport note que les réductions d'émissions de gaz carbonique devraient être imposées à *tous* les grands pollueurs : « Si la Chine et l'Inde ne réduisent pas *leurs* émissions, les efforts des États-Unis n'auront que des effets négligeables sur l'environnement. » Cet enjeu suscite la polémique aux États-Unis, car plusieurs associations sont opposées à ce que cette « parité » des réductions de gaz carbonique se fasse au détriment des droits de propriété intellectuelle américains. En effet, la Chine aurait déclaré qu'elle envisageait de réduire ces émissions, mais que pour ce faire, elle aurait besoin d'un transfert de technologie. Les grandes entreprises américaines en recherche et développement énergétique craignent donc de perdre leur avantage *technologico-compétitif*.

L'activiste écologique Tony Kreindler, du Fond pour la défense environnementale, a déclaré que l'étude de la NAM et de l'ACCF est « sans fondement », se basant uniquement sur l'industrie lourde et négligeant l'apport à la croissance nationale du nucléaire (même si ce secteur connaît une croissance limitée depuis des décennies) et des énergies alternatives. De plus, selon Kreindler, le système *National Energy Modeling* (NEMS) utilisé comme instrument méthodologique dans l'étude ne permet pas de générer une analyse objective des éventuelles « pertes de croissance » État par État.

En tout état de cause, la NAM désire une législation qui prend en considération les standards en matière d'efficacité énergétique, les différences régionales dans la façon dont l'électricité est générée aux États-Unis et qui alloue des fonds supplémentaires à la recherche et au développement énergétique, notamment dans le secteur du gaz naturel (en référence à la liquéfaction du gaz). Pour dire les choses simplement, il s'agit pour les États-Unis de trouver une solution afin que la législation sur les changements climatiques puisse répondre aux critères de la protection environnementale et d'une fiscalité écologique juste et efficace, mais sans que cela nuise à la compétitivité des entreprises.

Pour lire l'étude de la NAM/ACCF, voir :

http://www.accf.org/media/dynamic/3/media_381.pdf

Sources : American Council for Capital Formation, « State-by-State Analysis of Waxman-Markey Cap and Trade Legislation Paints Dour Picture for Nation's Economy », *News Release*, August 12, 2009. [En ligne] : http://www.accf.org/media/dynamic/3/media_380.pdf. Éditorial, «NAM Opposes Waxman Bill, Open to Talk Improvements, Border Fees », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 32 - August 14, 2009, p. 18.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 18 août 2009

Combattre les changements climatiques d'abord, penser au commerce après

Bien qu'aucune décision formelle n'ait encore été prise, le gouvernement danois envisage de ne pas inviter les ministres du Commerce des pays qui participeront à la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Copenhague en décembre 2008. Le gouvernement danois croit qu'en invitant les ministres du Commerce, plusieurs sujets controversés prendront le dessus sur le thème principal de la Conférence et son objectif, soit la signature d'un Traité international sur les changements climatiques. Parmi ces sujets controversés, figurent entre autres les mesures transfrontalières ainsi que les transferts de technologie entre pays et leurs implications sur la protection des droits de propriété intellectuelle. Pour ces raisons, les autorités danoises semblent vouloir « mettre de côté » les enjeux associés au commerce pour se concentrer sur le climat *stricto sensu*. Cela dit, Copenhague n'exclut pas la possibilité de tenir des séminaires afin de discuter de ces enjeux.

« Il y a certes des liens entre les mesures environnementales et le commerce, mais, à mon humble avis, je crois agir dans l'intérêt des pays membres. Nous commencerons donc par Copenhague, car c'est là que nous pourrions étudier l'essentiel du problème. » *Pascal Lamy, directeur général de l'OMC.*

Le gouvernement danois devrait faire connaître sa décision définitive d'ici un mois. Le Directeur de l'OMC, Pascal Lamy, aurait appuyé cette décision informelle de « repousser le débat » sur les enjeux liés au commerce en déclarant que les pays concernés par les changements climatiques ne devraient pas s'y opposer non plus. En revanche, la question n'est pas tout à fait claire pour certains pays comme les États-Unis où de fortes oppositions (c'est le cas notamment de plusieurs entreprises exportatrices et du secteur des technologies énergétiques) se sont fait sentir à l'interne face aux contraintes que ce Traité pourrait infliger à leurs intérêts commerciaux.

Source : Éditorial, « Denmark Unlikely To Invite Trade Ministers To Copenhagen Summit », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 32 - August 14, 2009, p. 7.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 18 août 2009

Accords bilatéraux

Responsabilité gouvernementale : les États-Unis et le libre-échange

Dans un important rapport rendu public cette semaine, le *U.S. Government Accountability Office* (GAO) a sévèrement critiqué le gouvernement américain pour son manque « d'engagement et de suivi » en matière de protection des normes environnementales et du travail dans quatre accords de libre-échange, soit ceux réalisés avec la Jordanie, Maroc, le Chili et Singapour. Le GAO note que ces accords n'ont contribué qu'à « quelques améliorations », tout en qualifiant le suivi des États-Unis de « minimal ». Ainsi, selon le rapport, le gouvernement semble avoir « manqué l'opportunité » de promouvoir les normes du travail, car il n'a offert que « peu d'aide et d'assistance » aux pays en question. Les accords de libre-échange États-Unis/Chili, États-Unis/Singapour et États-Unis/Maroc ne contiennent pas de « cadres concrets » sous lesquels les signataires peuvent coopérer avant et après leur mise en œuvre, d'où le manque de suivi. Une des raisons principales de cette lacune est le manque de personnel et de budget au Département américain du Travail, soutient le GAO. À titre d'exemple, le rapport affirme que le budget du Bureau pour les affaires internationales (ILAB) du Département du Travail connaît des réductions constantes depuis 2005. En 2004, il fut réduit de 37 millions à 2,5 millions \$ É.-U. Une autre raison est que les agences fédérales américaines ne sont pas tenues d'encadrer et de faire le suivi sur la performance des partenaires commerciaux des États-Unis suite à la mise en œuvre d'un accord de libre-échange.

En ce qui concerne les normes environnementales, le rapport note que le Bureau du Représentant américain pour le commerce (USTR) « n'encadre pas de façon proactive la mise en œuvre des dispositions environnementales. » De plus, selon le GAO, le Département d'État américain ne dispose pas d'une « structure pour gérer et encadrer la mise en œuvre des projets environnementaux établis par les accords de libre-échange et pour lesquels il est censé être responsable. » Par exemple, au Maroc, seuls 8 des 24 projets furent complétés. Dans les accords en question, les signataires sont tenus de faire respecter les lois (contenues dans les accords et leurs propres lois nationales) sur l'environnement. Les accords commerciaux obligent par ailleurs les signataires à « s'assurer que leurs lois sont suffisamment strictes » et le cas échéant, à « s'engager à les améliorer ». Outre le manque de standards environnementaux dans les accords, il importe également de souligner que le GAO attribue en partie ce manque d'engagement et de suivi du gouvernement américain à l'absence de « critères internationaux » pour la protection de l'environnement. Selon le rapport, les informations sur les conditions environnementales fournies par



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 18 août 2009

l'USTR avant la mise en œuvre des accords sont « limitées et en conséquence, ne peuvent servir de base pour mesurer ou encadrer le progrès des partenaires commerciaux des États-Unis. » En fait, le rapport note qu'en fonction de ces informations, le gouvernement américain semble être plutôt « préoccupé par l'impact environnemental que ces accords pourraient avoir aux États-Unis et non pas chez leurs partenaires commerciaux. »

Pour lire le rapport du GAO, voir : <http://www.gao.gov/new.items/d09439.pdf>

Source : Éditorial, « GAO Criticizes U.S. Oversight on FTA Labor, Environmental Provisions », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 32 - August 14, 2009, p. 5-7.

Études économiques et articles connexes

GAO, *Recovery Act: States' and Localities' Current and Planned Uses of Funds While Facing Fiscal Stresses*, Washington D.C.: United States Government Accountability Office, Report to Congressional Committees, GAO-09-829, July 2009, 167p. [En ligne] : <http://www.gao.gov/new.items/d09829.pdf>

Amy Liu, Grover Whitehurst & Barry Bosworth, *Stimulus at Six Months: Boom or Bust?*, Washington, D.C. Brookings Institution, Thursday, August 13, 2009. [En ligne] : http://www.brookings.edu/events/2009/0813_stimulus.aspx

Gary Burtless, « Have the Stimulus Programs Failed? », *Brookings Institution Economic Studies*, Tuesday August 18, 2009. [En ligne] : http://www.brookings.edu/articles/2009/0804_stimulus_burtless.aspx

Jeffrey J. Schott & Meera Fickling, *Setting the NAFTA Agenda on Climate Change*, Washington D.C.: Peterson Institution, Policy Briefs, no PB09-18 (August 2009), 8p. [En ligne] : <http://www.iie.com/publications/pb/pb09-18.pdf>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

